

## **Annexe 3 – Auto-évaluation**

### **Préambule**

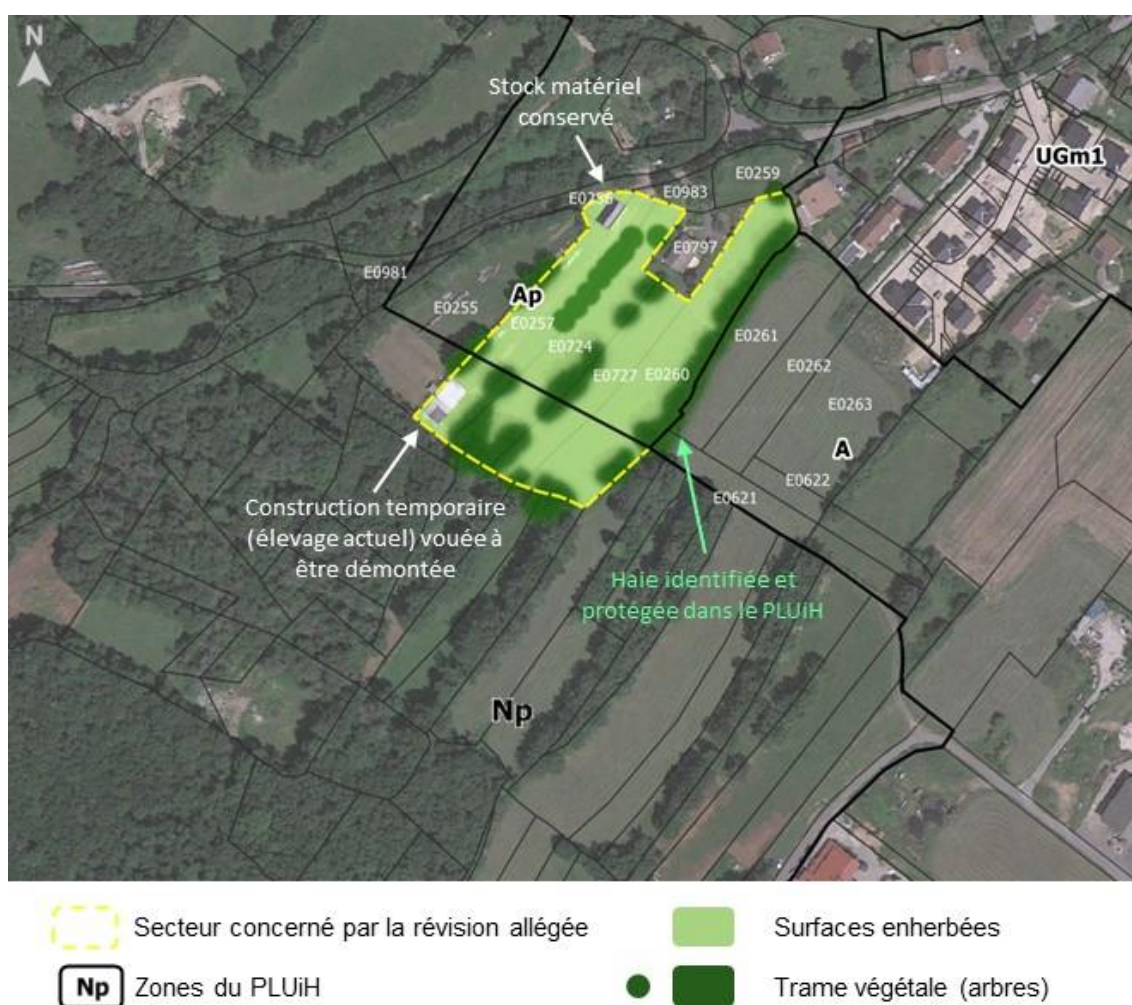
Le formulaire a permis de dégager les principaux enjeux environnementaux liés à la procédure la révision allégée, à savoir :

- la consommation de foncier agricole et l'artificialisation des sols (ouverture en zone A d'un secteur classé en zone Ap) ;
- les milieux naturels, la biodiversité et les continuités écologiques (le zonage Ap traduisant la proximité à un réservoir de biodiversité, classé en Np) ;
- le paysage et les nuisances (proximité d'habitations et nuisances visuelles, sonores, olfactives potentiellement générées par l'exploitation agricole intégrant un élevage d'ovins).

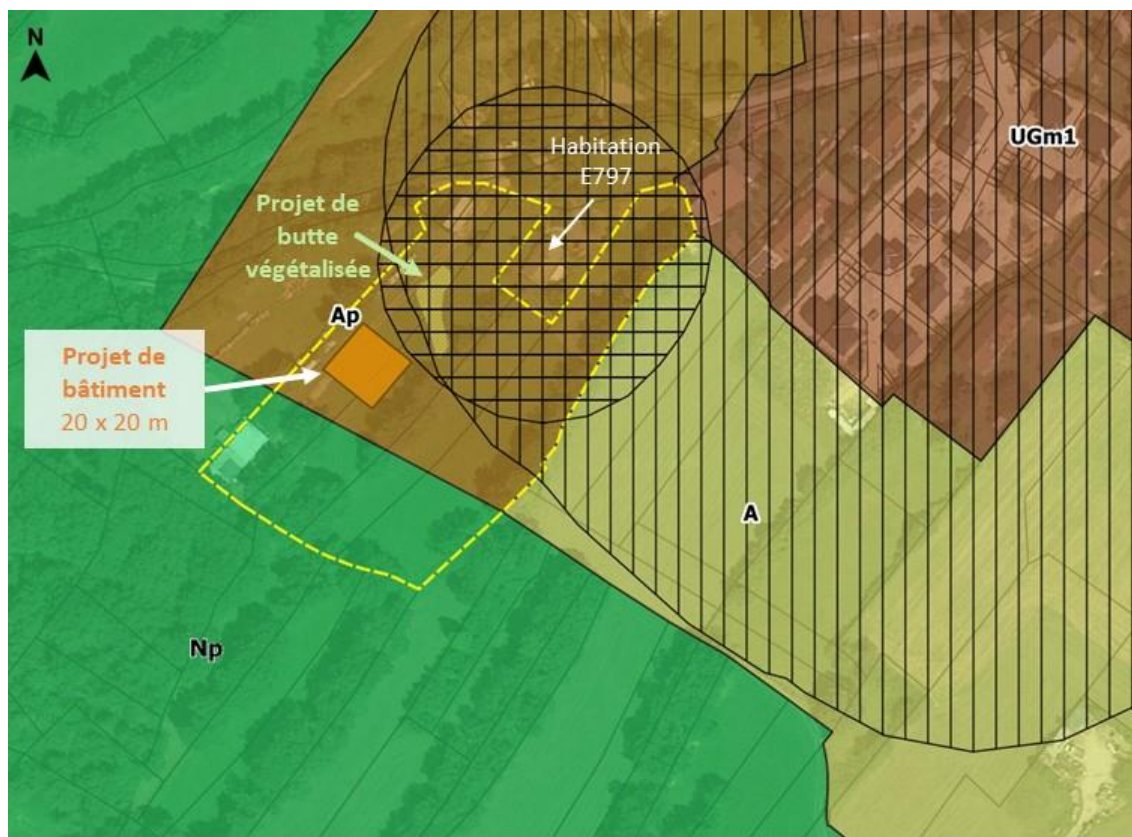
Ces enjeux sont donc traités en priorité dans la suite du présent document ; les autres thématiques sont abordées brièvement.

L'auto-évaluation fait référence à plusieurs règles du PLUiH en vigueur, et à des cartographies qui sont présentées ci-dessous, au préalable.

### **CARTE 1 – Trame végétale**



## CARTE 2 – Cohabitation des fonctions agricole (bâtiments) et résidentielle



**Np**

Zones du PLUiH



Secteur concerné par la révision allégée, dont surface classée en Ap, qui mute en A : 7 839 m<sup>2</sup>



PLUiH : implantation interdite de tout bâtiment agricole (100 m par rapport à la zone UGm1)



Règlement Sanitaire Départemental (RSD) : implantation interdite de tout bâtiment d'élevage par rapport aux locaux habituellement occupés par des tiers (ici l'habitation de la parcelle E797)

→ Soit surface d'implantation possible au sein de la zone Ap reclassée en A : 2 571 m<sup>2</sup>

Fonds de plan : cadastre et PLUiH fournis par la CAPG ; Google Satellite

## **Règles du PLUiH en vigueur (extraits) :**

### **ARTICLE A4 : VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS**

#### **1/ Implantation par rapport aux voies publiques et privées ouvertes à la circulation publique et emprises publiques**

Les constructions nouvelles doivent être implantées en recul de 10 m minimum par rapport aux limites d'emprises publiques des voies départementales.

Les constructions nouvelles doivent être implantées en recul de 5m minimum par rapport aux limites d'emprises publiques des autres voies publiques (alignement actuel ou futur) ou privées.

#### **2/ Implantation par rapport aux limites séparatives**

Les constructions doivent être implantées :

- soit en retrait de 5m minimum par rapport aux limites séparatives ;
- soit en limite séparative si la hauteur de la construction est inférieure ou égale à 3m à l'égout du toit sur limite ou si la construction est édifiée en continuité d'une construction existante sur le fond voisin.

Afin de limiter les potentielles nuisances, les bâtiments agricoles doivent s'implanter à au moins 100 mètres par rapport aux limites de zones urbaines ou à urbaniser identifiées dans les documents graphiques.

### **ARTICLE A5 : QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE**

Les projets ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

#### **1/ Adaptation au terrain naturel**

##### ***Mouvements de terres liés à l'implantation des constructions :***

Les constructions doivent s'adapter au profil du terrain naturel.

Les mouvements de terres (déblais, remblais) nécessaires à l'implantation de la construction doivent être limités aux stricts besoins techniques et ne doivent pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage.

Les remblais sont interdits à moins de 2 m des limites séparatives.

La hauteur des remblais ne doit pas excéder les valeurs suivantes :

- 1,5 mètre pour les terrains dont la pente naturelle est inférieure ou égale à 15% ;
- 2 mètres pour les terrains dont la pente naturelle est supérieure à 15%.

Les déblais d'une hauteur de plus de 0,5m sont interdits à moins de 2 m des limites séparatives, sauf pour l'aménagement d'accès.

##### ***Mouvements de terres liés aux besoins de fonctionnement d'une exploitation agricole :***

Les remblais sont interdits à moins de 2 m des limites séparatives.

La hauteur des remblais ne doit pas excéder les valeurs suivantes :

- 1,5 mètre pour les terrains dont la pente naturelle est inférieure ou égale à 15% ;
- 2 mètres pour les terrains dont la pente naturelle est supérieure à 15%.

##### ***Autres mouvements de terres :***

Tout autre mouvement de terres est interdit.



## **ARTICLE A6 : TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS**

### **1/ Coefficient de Biotope (CBS)**

Non réglementé.

### **2/Qualité des espaces libres**

Les espaces libres doivent faire l'objet d'un traitement paysager qualitatif à dominante végétale ou être plantés. Ils doivent être majoritairement d'un seul tenant. Afin de conserver les caractéristiques paysagères du territoire ou de la commune, les arbres à haute tige doivent être conservés ou remplacés.

Les aménagements paysagers aux abords d'une construction doivent valoriser autant que possible les matériaux, les espèces et les essences locales (cf palette végétale dans les dispositions générales) et à raison d'un arbre minimum pour 100 m<sup>2</sup> d'espace libre. La plantation de haies mono-spécifiques est interdite.

En cas d'activités susceptibles d'entraîner des nuisances visuelles et/ou acoustiques (en particulier les dépôts et stockage extérieurs...), il est imposé que les marges d'isolement par rapport aux limites séparatives soient plantées d'arbres formant un écran visuel et/ou acoustique. Si pour des raisons techniques, le filtre végétal n'est pas réalisable, un filtre qualitatif (mur acoustique) sera mis en place. Une attention particulière doit en outre être portée aux plantations en bordure de propriétés. Ces prescriptions doivent être respectées sauf en cas d'impossibilité avérée et justifiée.


Les parcs de stationnement doivent faire l'objet d'un traitement paysager de qualité en cohérence et en harmonie avec l'environnement dans lequel ils s'inscrivent. Ils doivent être réalisés avec des matériaux et revêtements perméables.

La partie de terrain libre résultant d'un recul par rapport à l'alignement doit également faire l'objet d'un traitement paysager (traitement des accès, plantations...) cohérent et en harmonie avec son environnement.

Ces espaces pourront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales. Dans les opérations d'ensemble, les ouvrages techniques de gestion de l'eau communs à ces opérations (tels que noues, bassins, de rétention ou d'infiltration, ...) doivent, sous réserve de contraintes techniques spécifiques, faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion paysagère dans l'environnement.

### **3/ Les éléments de paysage**

Les éléments de paysage identifiés sur le règlement graphique, doivent répondre aux dispositions suivantes :

Catégories	Représentation	Prescriptions
Alignements d'arbres et haies à préserver pour des motifs écologiques, culturels et paysagers		<p>Les alignements d'arbres et les haies repérés au règlement graphique sont à conserver sauf en cas d'état phytosanitaire dégradé ou en cas de menace pour la sécurité des biens et des personnes.</p> <p>Des ouvertures ponctuelles peuvent être réalisées dans les haies agricoles pour permettre le passage des engins agricoles.</p> <p>Dans le cas où des individus sont atteints de sénescence, des arbres d'essences variées, locales, adaptées au site et à feuilles caduques doivent être replantés.</p>

### **Incidences potentielles en terme de consommation de foncier agricole, d'artificialisation des sols, et sur l'activité agricole :**

Les objectifs de modération de la consommation foncière et de lutte contre l'étalement urbain inscrits au sein du PADD ont été rappelés dans le formulaire, et ne sont pas remis en cause dans le cadre de la révision allégée, puisqu'ils concernent le développement résidentiel.

Le projet de révision allégée conduit au **reclassement en zone Agricole (A)**, d'une surface de **7 839 m<sup>2</sup> environ, actuellement classée en zone Agricole protégée (Ap)** ; sont concernées, les parcelles E 256, 257p, 260p, 724p et 727p. La zone Np est évitée.

Si la surface mutée peut paraître importante par rapport au projet de bâtiment (400 m<sup>2</sup> au sol), elle permet de **garantir la fonctionnalité de l'exploitation** (aires de déplacement et de manœuvre), de tenir compte des **éventuels besoins de développement de l'exploitation à terme**, et d'éviter ainsi une nouvelle évolution du PLUiH pour cette exploitation agricole.

En outre, les règles du PLUiH et le Règlement Sanitaire Départemental (RSD) restreignent respectivement, l'implantation des bâtiments agricoles, et l'implantation des bâtiments d'élevage (*voir carte 2 en préambule*). La **surface d'implantation possible du bâtiment d'élevage** sur les parcelles concernées, est ainsi de **2 571 m<sup>2</sup> environ** (soit 1/3 de la surface mutée en zone Ap).

Le reste du tènement (5 268 m<sup>2</sup>) pourrait uniquement voir s'implanter :

- une habitation pour l'exploitant, mais une seule, avec une SDP limitée à 120 m<sup>2</sup>,
- des installations agricoles, qui sont généralement de faible dimension, puisque, d'après le lexique national de l'urbanisme, l'Homme ne peut rentrer, vivre ou exercer une activité dans celles-ci ;
- des voies, aires de circulation, de stationnement et de manœuvre.

Ces choix d'évolution du PLUiH sont enfin justifiés par l'état de propriété des parcelles (propriétés familiales ou acquisition future probable : *voir partie 4.3 de la notice de présentation de la procédure, en annexe 1 de la présente demande*) et la continuité avec la zone A existante à l'Est, qui concerne 2 exploitations en activité (ferme des Peureuses et exploitation Perrier).

A contrario, la mutation de la seule surface de 2 571 m<sup>2</sup> en zone Ap, en vue de limiter la consommation foncière et l'artificialisation des sols, aurait pour conséquences :

- un découpage incohérent du zonage ;
- de limiter les possibilités de développement de l'exploitation, qui ne pourrait pas, en zone Ap, implanter des installations (qui ne sont pas des bâtiments agricoles) ou une habitation.

**Le règlement du PLUiH en vigueur, intègre plusieurs dispositions en zone A, permettant de limiter l'artificialisation** (*voir article A6.2 en préambule*) : traitement des espaces libres, plantations.

**Les incidences du reclassement en zone A d'une surface de 7 839 m<sup>2</sup> actuellement classée en Ap, en terme de consommation foncière et d'artificialisation des sols sont donc limitées grâce aux dispositions du PLUiH en vigueur, qui ne sont pas modifiées** (ou tout du moins pas allégées ; voir partie suivante).

Les **incidences pour l'activité agricole sont positives**, au regard du projet envisagé.

La révision allégée vise à permettre la transmission et la pérennisation d'une exploitation agricole existante, qui exploite et valorise ses productions en circuit court et local, et est, en cela, compatible avec le PADD du PLUiH. *A noter que le territoire communal de Crozet est concerné par plusieurs Signes Officiels de la Qualité et de l'Origine (AOP Bleu de Gex, AOC Bois du Jura, AOP Comté, IGP Coteaux de l'Ain, IGP Emmental français Est Central, IGP Gruyère, IGP Volailles de l'Ain), mais le classement ou non, des parcelles visées par la procédure, n'est pas connu.*

Les parcelles concernées sont aisément accessibles par la rue de la Montagne et la parcelle communale E983. Il n'apparaît pas de conflit pour les circulations d'engins agricoles.

Le projet de révision allégée est compatible avec les dispositions du code de l'urbanisme relatives à l'aménagement et à la protection de la montagne (loi Montagne), qui prévoit le maintien des terres nécessaires aux activités agricoles (article L.122-10), où peuvent être autorisées les constructions nécessaires aux activités agricoles, pastorales et forestières (article L.122-11 1°).

Il est aussi compatible avec la Charte du PNR du Haut-Jura qui prévoit sur les « *espaces ouverts en zone péri-urbaine* » dont fait partie le site (*voir cartographie dans la partie suivante*), une gestion économe de la ressource foncière en vue de garantir la fonctionnalité des exploitations agricoles.

Le projet est lui-même compatible avec les objectifs de la Charte portant sur la lutte contre la déprise agricole dans les espaces ouverts, en recourant à l'installation, et la promotion de formes d'agriculture à haute valeur territoriale (agriculture biologique).

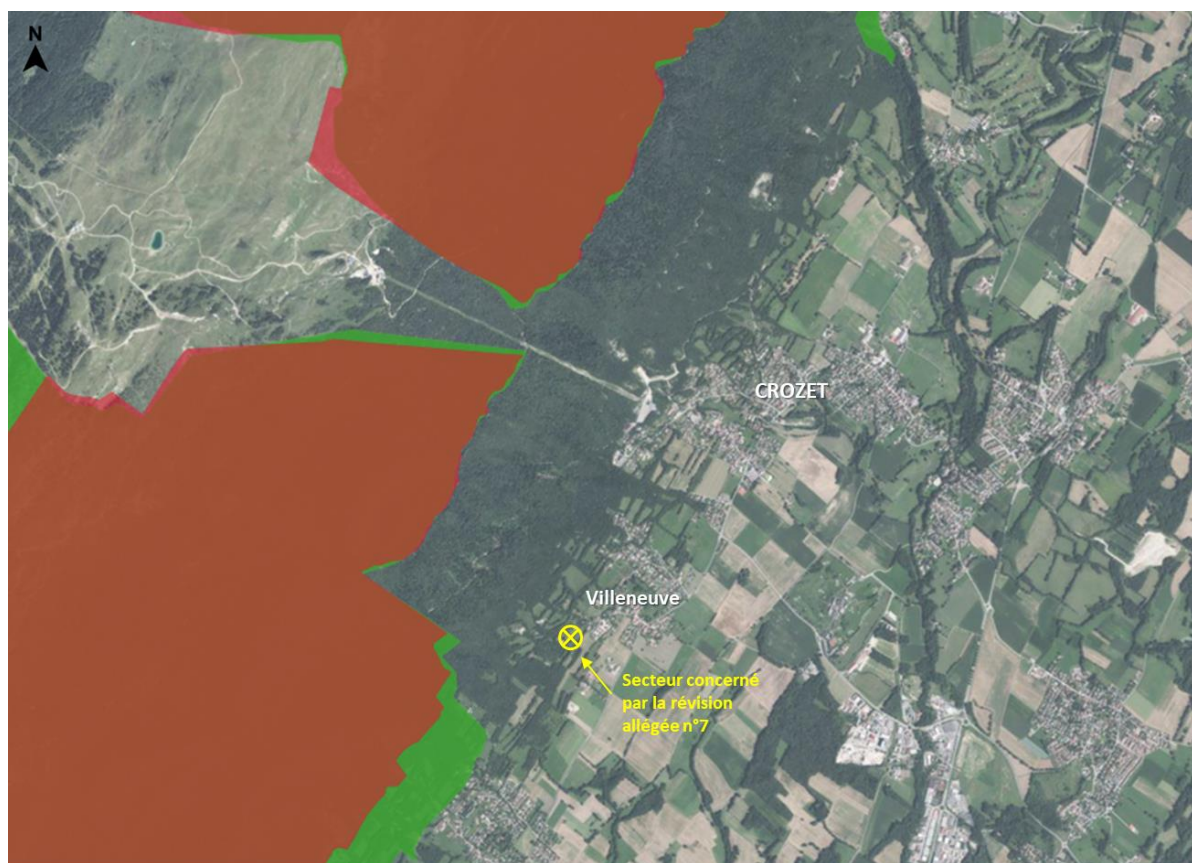
#### **Incidences potentielles sur les milieux naturels, zones humides, la biodiversité et les fonctionnalités écologiques :**

Comme évoqué dans le formulaire, et dans le rapport de présentation de la révision allégée (*voir Annexe 1*), le secteur concerné par la procédure est éloigné de **plus de 600 mètres des** sites faisant l'objet d'une protection réglementaire : **sites Natura 2000 des « Crêts du Haut-Jura », et Réserve Naturelle Nationale (RNN) de la « Haute Chaîne du Jura ».**

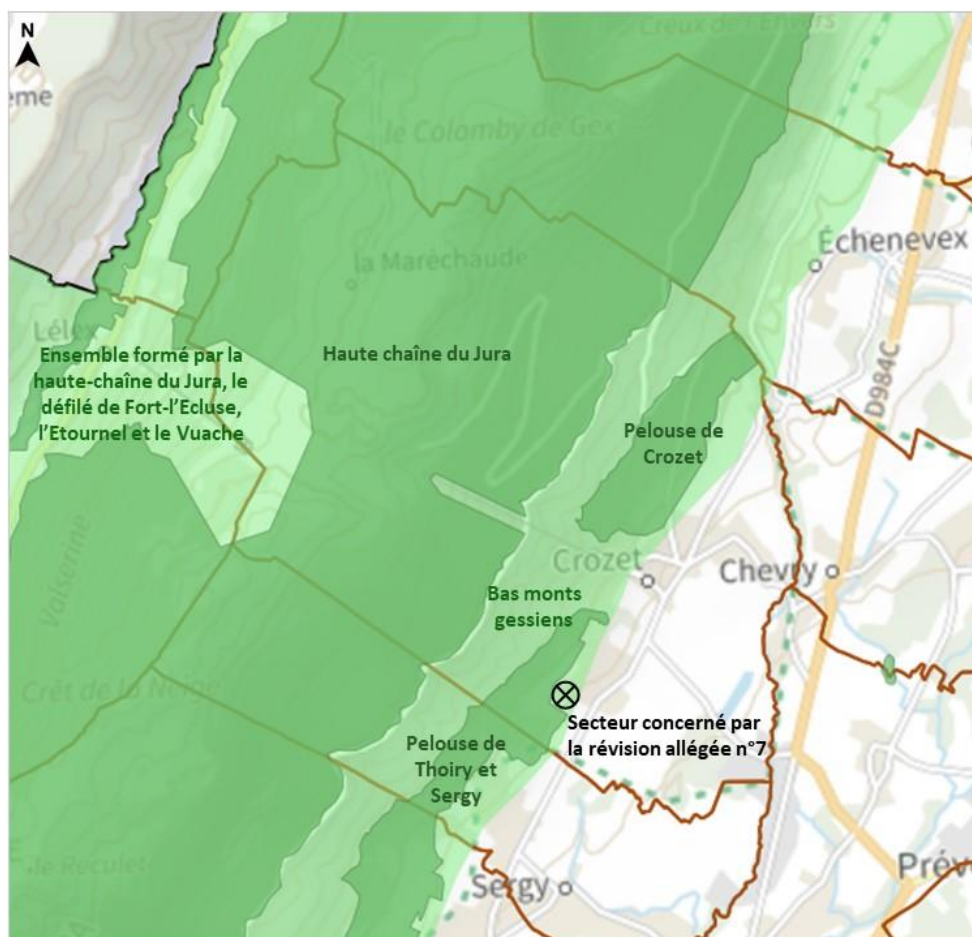
Le projet de révision allégée n'a donc **aucune incidence directe sur ces sites.**

Pour autant, les **enjeux sont forts en terme de continuités écologiques terrestres**, puisque, comme il a été vu dans le formulaire, le secteur concerné par la révision allégée :

- constitue un **espace perméable agricole** permettant le déplacement des espèces à proximité, ou dans la continuité des corridors, et jouant un rôle de zone tampon entre les milieux urbanisés, les réservoirs de biodiversité et les corridors ;
- jouxte la **ZNIEFF de type 1 « Pelouse de Thoiry et Sergy »**, que l'étude de précision des continuités écologiques a classé parmi les **réservoirs de biodiversité** du Pays de Gex, et que le PLUiH a classé en **zone Naturelle protégée (Np)** ;
- est proche de corridors , qui concernent les espaces boisés et agricoles au Sud et à l'Est (continuité écologique territoriale au sein du PNR du Haut-Jura).



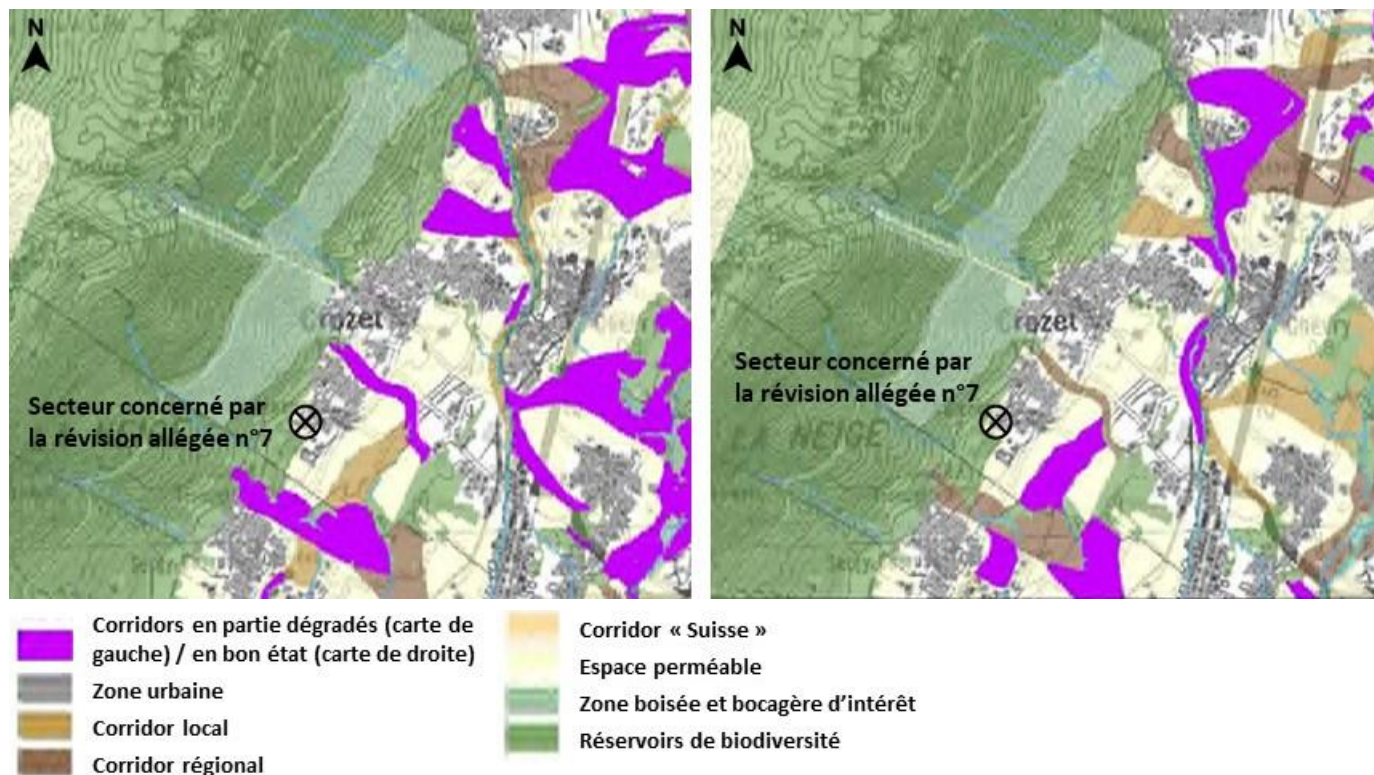
■ Sites Natura 2000 : Zone Spéciale de Conservation (ZSC) et Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Crêts du Haut-Jura » (emprise identique)
 ■ Réserve Naturelle Nationale (RNN) de la « Haute Chaîne du Jura »



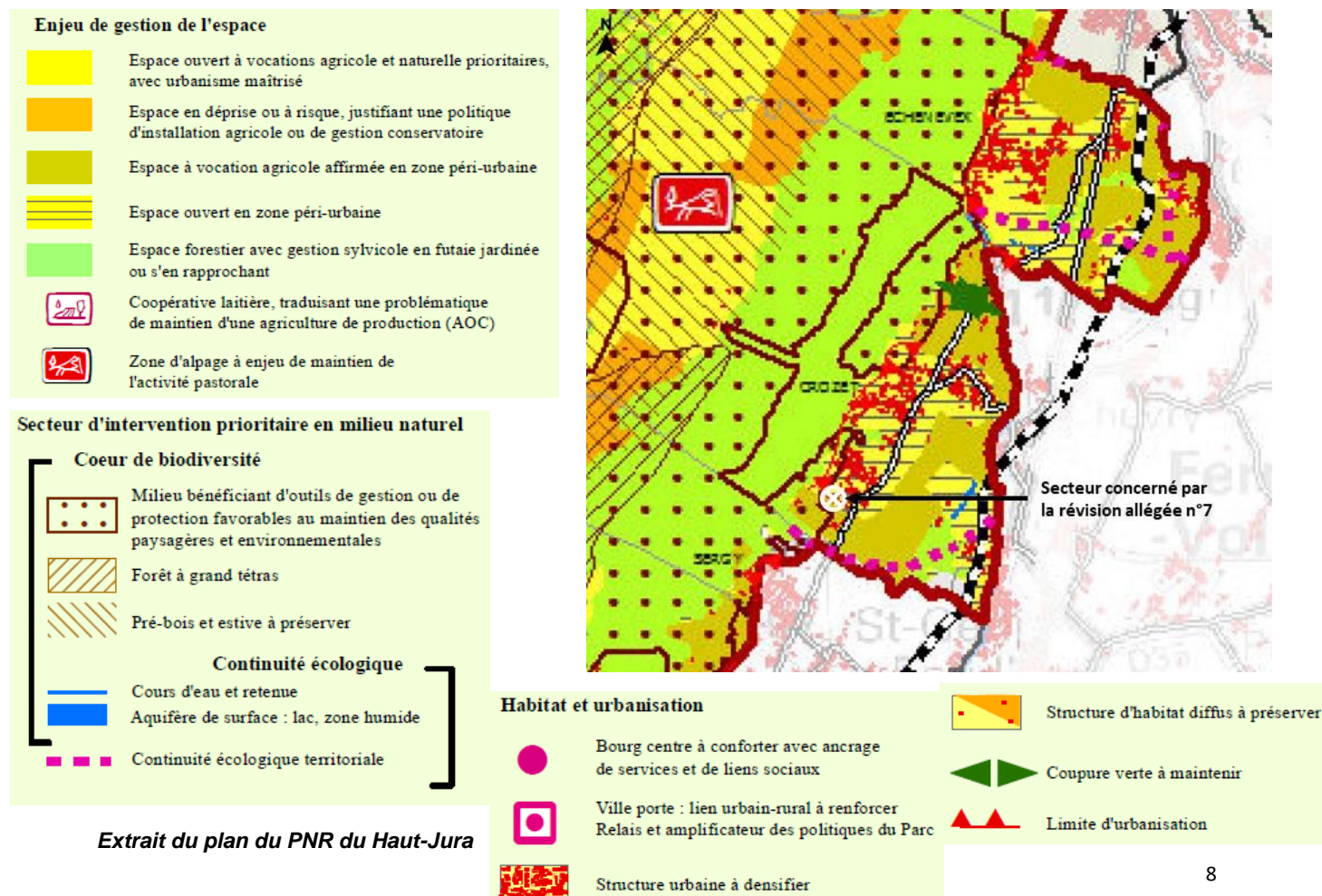
■ ZNIEFF de type 1
 ■ ZNIEFF de type 2

**Cartographie des ZNIEFF zoomée sur Crozet**  
Source : DREAL AURA





Extrait de l'étude de précision des continuités écologiques du Pays de Gex (2016)  
annexée au PLUiH

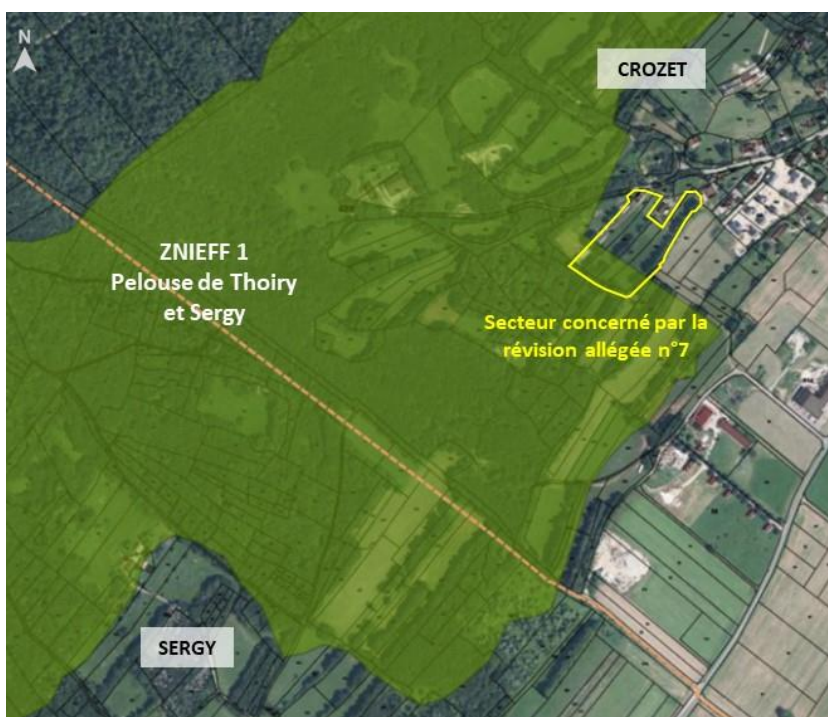


Extrait du plan du PNR du Haut-Jura



Les **pelouses sèches** de Thoiry et Sergy sont situées au pied du versant Est de la haute chaîne du Jura. Complètement orientées au Sud-Est, elles offrent les conditions de vie nécessaires à de **nombreuses espèces prairiales**. L'intérêt naturaliste de ce milieu provient de son **exceptionnelle diversité spécifique**. Un grand nombre de plantes herbacées, d'insectes et d'oiseaux, comme l'Alouette lulu, trouvent ici leurs conditions de vie. Les pelouses sèches offrent une **zone tampon entre les forêts de la haute chaîne du Jura et les prairies et cultures du bassin du Léman**. On y trouve une grande variété de plantes et insectes inféodés à ce type de milieu comme bon nombre d'orchidées, de laïches, d'orthoptères et de coléoptères. Le pastoralisme pratiqué n'assure plus une charge animale suffisante. La proximité des bois est quant à elle favorable à l'implantation d'oiseaux remarquables comme le Lorient et l'Engoulevent d'Europe, tandis que la Pie-grièche écorcheur trouve refuge au sein des formations buissonnantes.

La ZNIEFF intègre des espaces de pelouses, de prairies, et des espaces et linéaires boisés.



Le secteur visé par la révision allégée se compose de **jardins / terrains d'agrément enherbés et arborés**, avec une forte présence du végétal (haies / alignements d'arbres) : voir carte 1 en préambule.

En l'état, le secteur visé par la révision allégée, contribue à la perméabilité écologique du secteur et joue un rôle d'espace tampon en périphérie d'un réservoir de biodiversité, d'où son classement en zone Ap du PLUiH (et la réduction d'une protection dans le cadre de la révision allégée). L'imperméabilisation sans limite des parcelles, aurait donc pour effet de dégrader les fonctionnalités écologiques.

Toutefois, le secteur ne prend pas place au sein d'un corridor (pas de risque de rupture / coupure) ; la surface reclassée en zone A est limitée et s'inscrit en continuité d'une zone A existante à l'Est, évitant de créer une « enclave » en A ; et la zone Np n'est pas réduite dans le cadre de la révision allégée.

De plus, l'imperméabilisation du secteur est limitée par le PLUiH en vigueur.

En premier lieu, le règlement de la zone A interdit l'implantation de bâtiments agricoles à moins de 100 m des zones U/AU ; par conséquent, et sans tenir compte du RSD, seule une surface de 2 863 m<sup>2</sup> environ du tènement classé en A (de 7 839 m<sup>2</sup>) pourrait accueillir un bâtiment agricole.

Comme évoqué dans la partie précédente, le reste du tènement pourrait uniquement voir s'implanter :

- une habitation pour l'exploitant, mais une seule, avec une SDP limitée à 120 m<sup>2</sup>,
- des installations agricoles, qui sont généralement de faible dimension, puisque, d'après le lexique national de l'urbanisme, l'Homme ne peut rentrer, vivre ou exercer une activité dans celles-ci ;
- des voies, aires de circulation, de stationnement et de manœuvre.

En second lieu, le PLUiH en vigueur prévoit :

- le maintien des éléments végétaux existants (nombreux sur le site), ainsi que la végétalisation et la plantation des espaces libres (*voir détails au sein de l'article A6.2 et A6.3 en préambule*), ce qui contribue à maintenir des conditions favorables à la survie et aux déplacements des espèces, donc une certaine **perméabilité écologique** ;
- un traitement paysager de qualité et la perméabilité des parcs de stationnement (*articles A6 et A7*) ;
- un impact limité au maximum de toute nouvelle voie sur les sites naturels traversés ou la viabilité des exploitations agricoles (tracé, emprise et traitement adaptés) (*article A8.2*).

En revanche, il n'inclut pas de coefficient de pleine terre et de biotope, ni de coefficient d'emprise au sol maximal.

**Par conséquent, il est retenu, au sein de la révision allégée, afin de garantir une certaine perméabilité du secteur concerné (et plus largement des zones A), et de limiter au maximum les impacts sur la zone Np :**

- **de préciser, à l'article A8, que les voies et aires de manœuvre doivent être réalisés avec des matériaux et revêtements perméables, sauf contrainte technique justifiée ;**
- **d'ajouter, au sein des règles particulières de l'article A4.2 relatif à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives, que toute construction ou installation doit s'implanter le plus loin possible de la zone Np, si la zone A jouxte une zone Np, sauf impossibilité technique.**

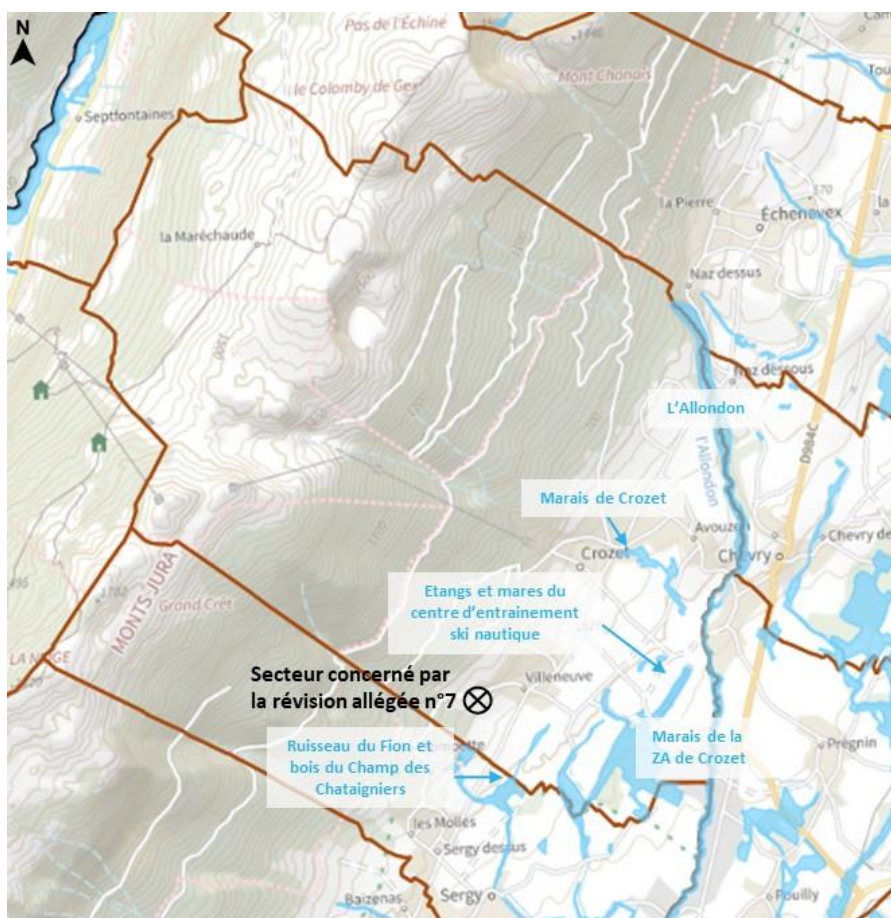
**Le projet de révision allégée, qui étend une zone A existante, et complète certaines règles du PLUiH, n'est donc pas susceptible d'avoir des incidences notables sur le réservoir de biodiversité constitué par la ZNIEFF 1, ni les corridors écologiques. Il n'a donc pas d'incidence indirecte sur les sites Natura 2000 et la RNN, qui sont plus éloignés, et protégés par ce réservoir.**

En cela, il est aussi compatible avec le PADD du PLUiH qui prévoit :

- la protection durable des réservoirs de biodiversité, notamment la RNN, en gardant à distance toute activité humaine potentiellement nuisible ;
- la préservations des corridors écologiques, connexions entre la vallée du Rhône et la chaîne du Jura ;
- la conservation de la vocation agricole des bas-monts afin d'éviter l'avancée de la forêt et conserver un espace tampon avec le Jura, principal réservoir de biodiversité du territoire (*voir partie 4.3 de la notice de présentation de la procédure, en annexe 1 de la présente demande*).

Il est aussi compatible avec le SCoT sur ces aspects, et avec la charte du PNR.

Au vu de la topographie, il est possible que le secteur visé par la révision allégée, ait des liens avec le réseau hydrographique et zones humides en aval (ruissellement des eaux pluviales). Toutefois, le projet de construction devra respecter les règles du PLUiH (article A9) et règlements de services de la CAPG pour le raccordement aux réseaux d'assainissement.



**Zones humides de l'inventaire départemental (identifiées et protégées au sein du PLUiH)**

Source : DREAL AURA

### **Incidences paysagères, patrimoniales et visuelles potentielles :**

Comme indiqué au sein du formulaire, le territoire communal n'est pas concerné par une protection paysagère et patrimoniale indépendante du PLUiH (SPR, monument historique, site classé ou inscrit...).

Les enjeux paysagers du projet de révision allégée concernent :

- l'habitation proche sur la parcelle E797 (nuisances visuelles potentielles) ;

*Vue sur l'habitation de la parcelle E797 depuis la parcelle E257 - BLC, 08/2023*



- le paysage à plus petite échelle, au regard de la topographie (vue depuis la RD89 – route de Sergy – et depuis la route d'Harée menant à St-Genis).





Vue 1 depuis la RD89 - BLC, 08/2023



Vue 2 depuis la route d'Harée - BLC, 08/2023

Ces **enjeux** restent **faibles**, grâce à la trame végétale et arborée importante sur le site visé par la révision allégée (voir Carte 1 en préambule), et dans son environnement proche et plus lointain, masquant les vues sur le site depuis les vues 1 et 2. Ces enjeux peuvent être un peu plus importants en hiver (arbres à feuilles caduques).

Les **impacts potentiels** sont également **faibles**, grâce aux dispositions du PLUiH qui, en zone A (et Np) – voir notamment articles A4, A5, A6.2 et A6.3 en préambule :

- imposent la protection des arbres existants et leur remplacement ;
- imposent de nouvelles plantations et un filtre végétal pour les nuisances visuelles ;

- protègent certaines haies au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, dont celle qui borde le site du projet (limite Est de la parcelle E260), et celles qui forment un écran visuel sur les vues 1 et 2 ;
- prévoit d'autres règles en faveur de l'intégration paysagère des constructions agricoles (article 4 et 5 sur l'implantation, la volumétrie, l'adaptation au terrain naturel, l'aspect extérieur).

**Le projet de révision allégée n'amenuise aucune de ces règles et n'a donc pas d'impact sur les paysages et le patrimoine.**

Pour rappel de la notice de présentation, le porteur de projet prévoit la mise en place d'une butte végétalisée entre sa future construction et l'habitation proche, afin de supprimer / réduire le vis-à-vis avec celle-ci. Elle devra respecter les règles du PLUiH concernant les déblais et remblais.

### **Incidences potentielles en terme de risques et nuisances :**

Comme indiqué au sein du formulaire, le territoire de Crozet et de la commune voisine de Sergy, proche du secteur visé par la révision allégée, sont concernés par plusieurs risques (mais aucun PPR), qui n'impactent toutefois pas le secteur étudié :

- zones potentiellement sujettes aux remontées de nappe\* ;
- aléas inondations au niveau des cours d'eau de l'Allondon à Crozet et du Fion à Sergy (porter à connaissance de l'Etat) ;
- mouvements de terrain (cavités, aléa argiles, risque sismique modéré)\* ;
- présence d'ICPE sur la Zone Artisanale de Crozet\* ;
- présence de sites BASIAS (éloignés)\*.

\*Source : <https://www.georisques.gouv.fr/cartes-interactives#/>

En outre, il n'y a pas d'enjeu « bruit » sur le secteur visé par la procédure (absence de classement sonore des infrastructures terrestres, zone très peu altérée d'après <https://www.orhane.fr/>).

**Les principaux enjeux concernent le projet d'installation d'une exploitation agricole lui-même, qui sera autorisé par le zonage A, puisque les exploitations agricoles peuvent être sources de nuisances pour les riverains : bruit (animaux, engins agricoles), odeurs dans le cas d'un élevage (voir les nuisances visuelles dans la partie précédente).**

Ces nuisances potentielles sont prises en compte indépendamment du PLUiH, par le Règlement Sanitaire Départemental, qui prescrit une distance d'éloignement entre un bâtiment d'élevage et les « *immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers* » ; cette distance est de 50 m pour l'élevage d'ovins (*voir Carte 2 en préambule*). La réglementation des ICPE fixe des règles d'éloignement supérieures pour certains types d'élevage ; l'élevage d'ovins n'est pas concerné.

Elles sont également prises en compte par le PLUiH, qui impose en zone Agricole :

- des distances à respecter par rapport aux voies et emprises publiques, et aux limites séparatives, et une distance de 100 m à respecter pour tout nouveau bâtiment agricole, par rapport aux limites des zones U/AU (*voir Carte 2 et article A4 en préambule*) ;

- la mise en place d'un filtre végétal sur les marges d'isolement par rapport aux limites séparatives, en cas d'activités susceptibles d'engendrer des nuisances visuelles et/ou acoustiques (*voir article A6.2 en préambule*).

**Ces mesures existantes, semblent suffisantes pour assurer la limitation des nuisances potentielles qui seraient engendrées par le classement en zone A.**

Pour rappel de la notice de présentation, l'habitation de la parcelle E797, est celle des grands-parents du porteur de projet, et pourrait devenir celle de l'exploitant à terme.

La mise en place d'une butte végétalisée par le porteur de projet, comme évoqué en supra, contribuera aussi à limiter les éventuelles nuisances sonores en hiver, lorsque les animaux seront enfermés.

#### **Incidences potentielles concernant les ressources en eau :**

**Le projet de révision allégée ne porte pas spécifiquement sur un secteur proche d'un cours d'eau ou d'une zone humide** ; comme vu en supra, il est possible que le secteur visé par la révision allégée, ait des liens avec le réseau hydrographique et zones humides en aval (ruissellement des eaux pluviales). Toutefois, le projet de construction devra respecter les règles du PLUiH (article A9) et règlements de services de la CAPG pour le raccordement aux réseaux d'assainissement.

Comme évoqué dans le formulaire, le territoire communal est concerné par plusieurs **périmètres de protection de captages d'eau potable**, générant des SUP :

- puits de Crozet sur le territoire de St-Genis, dont les périmètres rapproché et éloigné impactent une petite partie Sud-Est du territoire de Crozet, à plus de 2 km du secteur d'étude ;
- captage « Sous les Loges » à Lélex dont le périmètre éloigné impacte une partie Sud-Ouest du territoire de Crozet, à plus de 3 km du secteur d'étude ;
- captage « Sept Fontaines » à Mijoux, dont les périmètres rapproché et éloigné impactent une partie Nord-Ouest du territoire de Crozet, à plus de 3,6 km du secteur d'étude.

Le secteur visé par la révision allégée n'est pas concerné par ces périmètres, ni par ceux qui portent sur Sergy, la commune voisine et proche du hameau de Villeneuve (400 mètres).

Le raccordement au réseau d'AEP, sera nécessaire, même si l'abreuvement se fera au maximum par réutilisation des eaux pluviales issues du bâtiment, qui seront collectées sous la construction. *D'après la Régie des eaux gessiennes, le projet devra préciser en phase PC les consommations journalières et pointes éventuelles. La conduite de distribution actuelle en fonte 125 mm desservant le projet ne devrait pas être limitante tenant compte notamment de l'ambition du projet sur la réutilisation des eaux pluviales.*

La défense incendie pourra être assurée via le poteau incendie qui existe à proximité (130 m environ) ; les eaux pluviales collectées pourront aussi y participer.

**Le projet devra se conformer au règlement du PLUiH en vigueur, ainsi qu'au règlement de service et au Schéma Directeur d'AEP auxquels il renvoie.**



Les besoins en assainissement des eaux usées seront limités ; de plus, l'élevage d'ovins ne génère pas de lisier. *D'après la Régie des eaux gessiennes, le projet devra caractériser les effluents (quantité et qualité). Il est à noter que seules les EU domestiques seront autorisées au raccordement. Les eaux vertes issues de lavage, pourraient éventuellement être autorisées, sous réserve de mise en place d'un prétraitement comprenant un décanteur + séparateur graisses, et préconisation d'utilisation de produits biodégradables pour les dégraissants et les désinfectants. Une convention de rejet serait le cas échéant à mettre en place. Si le projet présente en phase PC un raccordement EU via réseau privé, il sera demandé un rapport confirmant l'étanchéité par des tests à l'air et passage caméra des canalisations.*

**Le projet devra se conformer au règlement du PLUiH en vigueur, ainsi qu'aux règlements de services auxquels il renvoie.**

Les dispositions du PLUiH visant à limiter l'imperméabilisation, et celles ajoutées dans la révision allégée visant la perméabilité des voies et aires de manœuvre, limiteront les effets en terme de ruissellement des eaux pluviales.

**Incidences potentielles sur la thématique « air, énergie, climat » :**

Le SRADDET et le PCAET n'identifient pas d'enjeu spécifique à Crozet. Il n'y a pas d'enjeu « qualité de l'air » sur le secteur visé par la procédure (zone peu altérée d'après <https://www.orhane.fr/>).

*L'articulation de la modification du PLU avec ces documents, est démontrée dans la notice de présentation de la révision allégée.*

Pour rappel de la notice de présentation, le projet d'installation agricole est un projet en circuit court et local (50 km).

**En conclusion, le projet de révision allégée n°7 du PLUiH, n'est pas susceptible de générer des incidences négatives significatives sur l'environnement physique et humain, par thématique, ni par cumul, et ne requiert pas, à priori, une évaluation environnementale.**